

première ligne

N° 5

RÉDUIRE LES RISQUES LIÉS AUX CONSOMMATIONS DE DROGUES

Menaces sur la réduction des risques

Sauver des vies serait-il un crime? La droite lausannoise a lancé une campagne d'intoxication mensongère contre la création d'un local d'injection. Quai 9 est aussi dans son collimateur.

Xavier Pellegrini
Coordonateur du journal

La Suisse romande est entrée dans un nouvel affrontement sur le front des drogues. Dans le canton de Vaud, c'est même un pugilat qui s'est engagé autour du projet d'ouverture d'un local d'injection comparable au Quai 9, qui sera finalement soumis aux citoyens lausannois. Après des années de trêve - et de relative tolérance à l'égard des consommateurs de drogues - l'intolérance se répand.

La campagne romande de l'UDC a donné le ton. Sur l'affiche, on voyait un Guillaume Tell ayant troqué son arbalète contre une seringue tandis que son fils anxieux semblait se demander ce que son père faisait avec cet instrument de mort. Le parti de Christoph Blocher a choisi ce thème - plus porteur en Suisse romande que de l'autre côté de la Sarine - pour renforcer ses positions électorales dans les cantons francophones. Répression et incitation à l'abstinence sont pour l'UDC les seules armes tolérables pour faire face à la dépendance.

Mais c'est bien à Lausanne que se joue la partie la plus impor-

tante. La Municipalité veut en effet y installer un local d'injection doublé d'un café social. Ce serait le deuxième lieu de ce type en Suisse romande après le Quai 9, alors qu'en Suisse alémanique la philosophie de réduction des risques est pour ainsi dire entrée dans les mœurs. Des locaux d'injection ont été créés à Berne, Zurich, Bâle, Bienne, Olten, Schaffhouse et Soleure. Et la po-

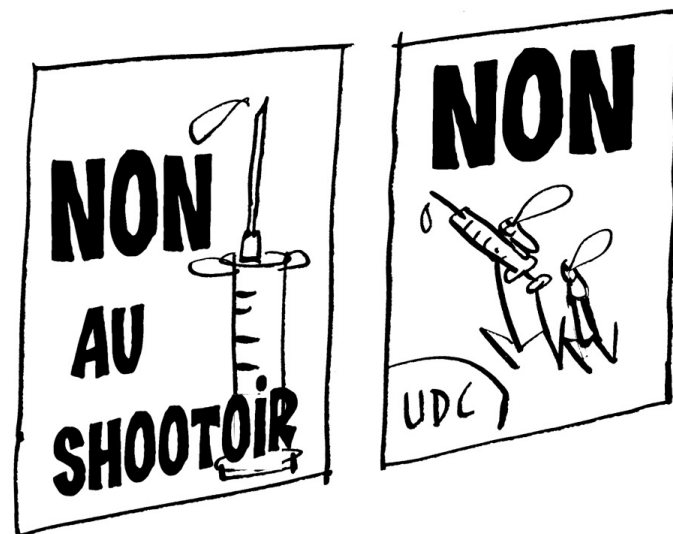
pulation de Lucerne vient de voter en faveur de l'ouverture d'un local de consommation. Si l'on en juge par la virulence des arguments des opposants, la campagne est âpre. Ils se sont déjà affichés sur les murs. Le député libéral Patrick de Preux a lancé le slogan «Lausanne Dope City» sur fond de cathédrale surmontée d'une seringue. Autre slogan subtil du propagandiste: «Bien-

venue à Lausanne, son lac, sa cathédrale et bientôt son shootoir».

Le débat risque de ne pas être sans conséquence pour Genève et Première Ligne, surtout pour le local d'injection Quai 9. Celui-ci est montré du doigt, sur la base d'affirmations mensongères, par les opposants au local lausannois. C'est pourquoi Première Ligne doit intensifier sa

politique de communication et répéter sans cesse que sa mission est de sauver des vies en luttant contre la transmission du sida et des hépatites, notamment. Il faut éviter à tout prix que ce but pragmatique de première nécessité soit instrumentalisé dans un débat général sur les drogues qui ignore les impératifs socio-sanitaires.

Lire en page 4



MIX & REMIX

Édito

Christophe Mani
Directeur

Réduire les risques n'est pas banaliser

A l'heure où ce travail est remis en question sur plusieurs fronts, il paraît utile de rappeler que réduire les risques et les dommages liés aux drogues n'est pas banaliser l'usage de drogues.

Première ligne est une association à but non lucratif et apolitique. Toutefois, nous ne pouvons pas accepter que les politiques se permettent de prendre en otage certaines problématiques sociales. Après les affiches romandes de l'UDC «Un shoot pour

nos enfants?», voici que la section genevoise frappe à nouveau avec une affiche homophobe d'une rare bêtise et d'ailleurs condamnée par l'ensemble de la classe politique, y compris au sein de ce même parti. Mais cette situation illustre bien le retour d'une certaine politique, que l'on croyait révolue, de désignation de bouc-émissaires: les «toxicos», les «homos», les requérants d'asile, les immigrés, les jeunes, les vieux... bref, nous sommes tous l'étranger de quelqu'un.

Dans un autre registre, une motion du parti radical actuellement discutée en Ville de Genève, demande à la Ville de couper toute subvention allouée à «Nuit blanche?», directement ou par l'intermédiaire des ins-

titutions partenaires. En effet, elle estime que ce projet de réduction des risques en milieu festif est une banalisation de l'usage de drogues, par le simple fait d'avoir proposé l'an dernier d'expérimenter le testing de produits lors de la Lake parade. Suffit-il aujourd'hui de proposer une idée, d'ailleurs repoussée par le Procureur général et dès lors pas mise en pratique, pour se voir couper d'hypothétiques subventions? Ce procédé constitue une attaque grave au travail de santé publique.

Dans le désarroi face à un phénomène, il est finalement plus facile de tirer sur l'ambulance que de s'interroger sur ce qui peut générer le phénomène lui-même. En éclairant les phénomènes, notre ambition est no-

tamment de les sortir de l'ombre pour éviter la banalisation.

Ces attaques démontrent toutefois qu'il est nécessaire de mieux communiquer le travail de réduction des risques. Mais cela n'est pas simple puisqu'il se fonde sur le paradoxe, dans notre système actuel, en tous cas, de favoriser un usage à moindres risques de substances considérées comme mauvaises pour la santé et souvent interdites.

La voie dans laquelle s'engagent de plus en plus les experts et les autorités fédérales, consistant à considérer conjointement drogues légales et illégales pour mener un travail de prévention, permettra peut-être de faire un pas dans cette direction.

première
ASSOCIATION GENEVOISE DE
RÉDUCTION DES RISQUES
LIÉS AUX DROGUES | ligne

6, rue de la Pépinière
1201 Genève

www.premiereligne.ch
T. 022 748 28 78
BCG compte K 3279.09.07

Tirage 5'000 ex. - Paraît 3 x par année

Éditeur responsable Christophe Mani
Coordination Xavier Pellegrini
Création graphique
a.bergerioux@bluewin.ch
Mise en page Jean-Claude Etienne
et Nicolas Ducret
Ont également contribué à ce numéro
Martine Baudin, Sibylle Monney,
Anne O'Neill, Pierre, Olivier Righetti.

L'humain entre liberté et solidarité



Entretien: Sibylle Monney
Collaboratrice

Lia Cavalcanti, avant tout, on entend parler d'elle, puis on l'entend parler, et enfin on la voit. Fondatrice et directrice d'Espoir Goutte d'Or (EGO) situé dans le XVIII^{ème} arrondissement de Paris, elle vous rit au nez lorsque vous lui demandez son parcours: «Ma vie est un roman!». On la croit. De son pays d'origine, le Brésil, elle a conservé cet l'accent mélodieux qui donne à Marx et Gramsci, qu'elle cite volontiers, des airs de Bossa-nova. Conférence, journée de réflexion avec les équipes de Première Ligne, interview, rien n'arrête Lia Cavalcanti.

Comment se positionner face à la perte de légitimité de la réduction des risques liés aux drogues?
Le grand public ne perçoit plus les problèmes liés au sida, car avec les traitements médicaux la menace de mort n'est plus visible ni imminente. La perte de légitimité de la réduction des risques n'est donc qu'une apparence. Au fond, cette politique reste essentielle puisqu'elle permet aussi de réduire

Interview Professionnelle de la réduction des risques à Paris, Lia Cavalcanti en appelle à la reconstruction du lien social, mis à mal par le modèle libéral.

la fracture sociale et l'exclusion et de développer d'autres possibilités d'insertion de la population toxicomane.

Comment poursuivre la sensibilisation auprès du public?

Il faut affiner ses instruments de politique de communication. Nous sommes face à une bataille de l'image dans laquelle nous devons prendre notre place.

Quelles sont les problématiques émergentes rencontrées à Paris?

On observe de nouveaux modes de consommation en France, comme le sniff. Il y a aussi de plus en plus de prises de risques chez les jeunes, autour des consommations en milieu festifs. Il est aussi nécessaire de réfléchir aux populations migrantes afin d'adapter nos pratiques et discours pour mieux communiquer avec elles autour de la consommation. En bref, tout un nouveau chantier est à explorer, ce qui implique de développer des nouveaux outils.

Comment encourager les consommateurs à s'impliquer dans les structures d'accueil?

La stratégie consiste à s'assurer que leurs revendications soient entendues et respectées et qu'elles

soient suivies de faits. On est dans l'obligation de prendre en compte les demandes, après on regarde si on peut y répondre et si ceci n'est pas possible, on explique aux consommateurs quelles ont été les démarches entreprises et la raison pour laquelle leur revendication ne peut pas aboutir.

A quoi mène la revendication?

Elle ouvre un espace d'action. L'institution doit admettre le contrepouvoir et la remise en question amenée par les usagers. Etre reconnus dans leurs envies leur permet d'être acteurs. Ceci implique souplesse et adaptabilité de la part de l'institution. Chez Ego, nous avons les discussions du mercredi soir. Ce moment est avant tout un espace de revendication politique, et de contrepouvoir que l'institution doit accepter: son engagement encourage l'implication des usagers.

On observe une fragilisation psychique et une santé mentale toujours plus précaire chez bon nombre de consommateurs. Cela a-t-il nécessité une adaptation de vos modes d'intervention?

Il est difficile de déterminer si c'est la fragilité qui détermine l'usage de produit ou l'usage de produit qui détermine la mala-

die. Ces grandes fragilités psychiques sont chez nous très souvent liées à la consommation de crack mais également à l'exclusion. Pour répondre à ces problématiques, Ego a dû développer un volet soins comme axe complémentaire à la réduction des risques. Nous sommes actuellement en pleine expérience.

L'avenir?

Le modèle de société qui se dessine est préoccupant, c'est celui du libéralisme qui enlève toute la solidarité indispensable au lien social, qui propose une société où la fragilité n'a plus sa place.

Un rêve?

Je rêve d'une société plus solidaire. Je pense qu'un autre monde est possible et que le modèle triomphant devienne minoritaire. Je me joins tout d'abord à Antonio Gramsci lorsqu'il dit: «Je suis pessimiste de raison mais optimiste par volonté», puis à Karl Marx qui pense que «l'Homme construit librement son existence dans des circonstances qu'il n'a pas choisies». Je crois énormément en cette liberté de l'homme. La solidarité est présente depuis ma plus tendre enfance et l'a été durant toute ma vie. Je n'aurais d'ailleurs pas pu faire un autre métier que le mien.

Soirée publique ▲

22 ans au cœur de la Goutte d'Or

Conférence Lia Cavalcanti développe une méthode exigeante de gestion des conflits.

Christophe Mani

À l'occasion de son assemblée générale, Première ligne organisait une conférence ayant pour titre: «Drogues et relations de voisinage, récit d'une expérience de Médiation menée au cœur de Paris». Cela donnait l'occasion à Lia Cavalcanti, directrice générale de l'association Espoir Goutte d'Or (EGO) située dans le 18^{ème} arrondissement, d'exposer comment s'est développé son travail, dans son contexte global et en termes d'implantation dans le voisinage.

Première ligne et EGO partagent des valeurs communes et les collaborateurs-trices de Première ligne se nourrissent depuis de nombreuses années de l'expérience d'EGO. Les séances de voisinage organisées au Quai 9 sont des émanations directes de ces partages d'expérience et de réflexion. EGO a fondé son action sur deux éléments fondamentaux: un travail incessant d'intégration des activités dans le voisinage avec une prise en compte de l'environnement et une place centrale donnée à l'usager.

EGO (qui gère des structures telles centre d'accueil, programme d'échange de seringues et depuis peu centre de soins pour usagers de crack) est une institution qui a choisi de s'investir dans les destins communs qui unissent les habitants d'un quartier, pour être reconnue et légitimée par cet environnement. Cela passe notamment par l'intégration de voisins jusque dans l'organisation et l'animation des ateliers proposés aux usagers fréquentant le lieu. Ateliers artistiques ou artisanaux qui n'ont vertu ni thérapeutique ni d'occupation, mais qui ont un objectif constant: créer du collectif dans un esprit de valorisation sociale de personnes en situation de grande précarité. Le premier risque à réduire est celui de la fracture sociale. Il s'agit de substituer l'individualisme de la survie dans la rue à une démarche sociale et collective.

L'acceptabilité devient plus importante une fois que le dispositif est intéressant non seulement pour les usagers de drogues, mais également pour la communauté dans laquelle il se trouve. Il s'agit de créer une autre relation que celle d'antagonisme formel que l'usager a habituellement avec son environnement et réciproquement. La légitimité d'une institution dépend beaucoup de la démonstration de son désir d'apaiser les conflits. Au niveau des usagers, le message est que le projet collectif ne doit pas être mis en danger par certains comportements individuels qui seraient dommageables à la vie de quartier.

«Sans le BIPS, je ne serais probablement plus là»

Témoignage A l'occasion du nouveau véhicule BIPS, renommé à l'occasion Bus d'information et de préservation de la santé, Pierre dit comment celui-ci a changé sa vie d'usager de drogue.

Par Pierre

C'est avec une grande joie qu'il m'est possible de vous dire aujourd'hui quelles évolutions dans les mentalités concrétisées dans les actes et dans les lois m'ont permis d'être un survivant. Car si nous étions restés dans la situation d'il y a quinze ans, je serais vraisemblablement déjà mort!

Aujourd'hui je viens naturellement au BIPS chercher du matériel stérile parce que c'est en quelque sorte un passeport de bon-

nes mœurs pour le reste de la journée... J'ai du matériel inusité. Je peux ainsi me faire contrôler par la police sans risque de me faire embarquer pour une fouille plus complète, et surtout je n'ai plus qu'à faire attention à utiliser ce matériel correctement.

Ainsi, je réduis considérablement les risques que l'injection du produit n'ait des conséquences bien plus graves que celles recherchées.

Si le BIPS ne m'avait pas prodigué, au fur et

à mesure que des bobos et d'autres plaies se présentaient, du matériel de soins et des conseils pour injecter proprement, mon état de santé serait bien plus dégradé qu'il ne l'est aujourd'hui. Je me rappelle mes compagnons et autres connaissances avec qui j'ai commencé et continué et je remarque avec beaucoup de tristesse mais objectivement que je peux prétendre être «un survivant».

Mais le BIPS, ce n'est pas seulement un lieu pour se procurer du matériel sté-

les. On y trouve quelqu'un avec qui parler, partager ses problèmes, trouver des réponses, des solutions et des idées pour améliorer son quotidien, trouver de la couleur alors que ce qui m'entourait était sombre, triste et quelque part immuable. Donc trouver ce qui manquait par-dessus tout: de l'humanité! C'est remarquable comme la plupart du temps les intervenants au bus sont compréhensifs avec chacun... Déjà que moi, je trouve que j'en ai beaucoup trop

vu, vécu et entendu, que dire des interlocuteurs que je rencontre au BIPS?

Je n'ai que quelques paragraphes pour survoler quinze ans de passages au BIPS qui quelquefois n'ont été que pratiques, alors que dans ce pratique-là déjà se trouvaient toutes les parades aux maladies qui doivent être déçues de n'avoir pu m'envahir. D'autres fois ces visites étaient amicales quand je passais partager mes impressions, mes peurs, mes dépressions, mes rires et

mon hépatite avec son cortège d'interféron, de faiblesse, de découragement, de fatigue, de renaissance dans la guérison, de joie!

Remerciements.

Merci, merci, merci mille fois merci à vous, à votre engagement qui à mes yeux a été plus d'une fois d'une importance primordiale, quant à ma survie, mieux même quant aux orientations que vous m'avez aidé à prendre pour me permettre de témoigner aujourd'hui.

Etranges guérisons grâce à une plante hallucinatoire

Reportage Au centre Takiwasi, en Amazonie péruvienne, l'usage des plantes de purge et de diète est suivi par l'ingestion de l'ayahuasca, qui modifie les états de conscience.



Par Olivier Righetti,
Travailleur social

Takiwasi, la pierre qui chante en langue amérindienne, est un centre de désintoxication et de traitement des dépendances qui s'est ouvert il y a maintenant treize ans dans la Haute Amazonie péruvienne. La particularité de ce centre est d'utiliser des techniques ancestrales dites chamaniques, toujours vivantes dans ces régions, associées à un cadre psychothérapeutique que nous connaissons chez nous. C'est un lieu de rencontre entre deux cultures, entre deux mondes, autour d'une problématique et d'une pratique professionnelle, la dépendance, que nous retrouvons des deux côtés de l'Atlantique.

C'est avec deux collègues de Première Ligne, suite à une rencontre à Genève avec le Dr Jacques Mabit, fondateur du centre, que nous nous sommes rendus chez lui afin de mieux comprendre ce qui s'y passait et découvrir par l'expérience l'utilisation de ces techniques chamaniques au travers de prises de plantes.

Je n'aborderai pas la notion centrale de chamanisme, qui est complexe, même si ce terme sera souvent utilisé, mais je vous conseille de lire l'ouvrage de Mircéa Eliade, *le Profane et le sacré* afin de mieux saisir ce fait religieux. Par contre, je vais vous présenter le cadre de travail du ré-

sidentiel ainsi que celui de la prise de plante.

Takiwasi accueille une quinzaine de personnes sur une durée de neuf mois. Pour accéder au centre il faut montrer sa motivation par lettre, entreprendre une démarche de positionnement, faire un choix quant à son parcours de dépendance. De plus, comme tout se passe en espagnol, vie collective quotidienne et partie thérapeutique, les francophones doivent disposer de notions de base solides dans cette langue.

Les neuf mois se déroulent en trois phases: désintoxication physique et prise de conscience des dommages causés à soi et aux autres, restructuration psycho-émotionnelle et existentielle et enfin réinsertion. Ce cadre est très proche de ceux que nous rencontrons dans nos résidentiels.*

Ce travail s'effectue avec des plantes bien particulières que nous pouvons regrouper en trois groupes:

- *Les plantes de purge:* Ces plantes vont permettre à la personne de se désintoxiquer tant physiquement, émotionnellement, mentalement que spirituellement.

Cette purification se fera en ingurgitant des décoctions de plantes choisies pour leurs effets précis et en les régurgitant afin de sortir les toxines. Cette action de vomir, peu ra-

goûtante je vous l'accorde, permet à la personne de nettoyer son corps et son esprit (lieu de la pensée au sens psychologique) afin d'entreprendre le travail personnel de conscience.

- *Les plantes de diète:* Ces plantes sont prises lors des périodes de jeûne ou de diète. Toute personne devra à un moment se retirer, seule, dans la forêt et prendre une décoction de plantes, ici aussi, particulière afin de réharmoniser, sentir ou comprendre des dynamiques internes. Ces plantes sont choisies en fonction du moment et de la dynamique vécue par le résident par le chamane et les psychothérapeutes. Ces moments de retraite sont un point essentiel de ce cadre de travail.

Comme nous pouvons le constater ces deux premiers points ne sont pas totalement inconnus de notre culture puisque autant les purges que les diètes font partie du paysage culturel judéo-chrétien.

- *L'ayahuasca:* L'ingestion de cette plante marque le troisième axe de ce travail. Axe sûrement le plus controversé chez nous, mais faisant intégralement partie de la culture péruvienne et sud-américaine, mais aussi nord-américaine. Cette plante, aux vertus hallucinatoires, a permis, au fil du temps, aux chamanes d'accéder à des in-

formations au sujet des plantes. L'ayahuasca leur permet de converser avec les esprits et ainsi de guérir ceux qui ont en besoin.

L'utilisation se fait lors de sessions nocturnes où les participants ingurgitent ce breuvage et durant plusieurs heures, durée définies et maîtrisée par les chamanes, ils auront des visions dues à cet état modifié de conscience.

Cette technique utilise la notion de conscience, car jamais, même si les notions d'espace et de temps se modifient et se relativisent, les participants ne

perdent conscience d'eux-mêmes.

Le matériel récolté est ensuite utilisé par les psychologues afin de permettre aux résidents d'entamer un travail de conscientisation autour de leur dépendance, de leur problématique de vie.

Quelle place accorder à ces produits psychotropes dans notre société et à l'intérieur d'un cadre thérapeutique?

Quel regard porter sur les notions de sacré, de socialisation, de lien social et leur implication au niveau de la société?

Quel regard porter sur l'interdit posé dans notre société sur ces substances en rapport aux notions de lien, de socialisation et de sacré?

Voilà une simple expérience qui nous permet de nous dire qu'ailleurs les représentations sont différentes face à des problématiques identiques. Sachons nous nourrir à d'autres sources et oser remettre en questions nos propres représentations sur ces sujets délicats.

* Pour de plus amples informations, je vous renvoie au site www.takiwasi.com

«Ça bouffe les dents, le cerveau»

Exposition Réactions de passants devant les images de Serge Boulaz, à la gare Cornavin, lors de l'exposition Risque.

Sibylle Monney

Gare Cornavin, quatorze heures un jour froid de janvier: les uns tirent valises ou chariots, les autres avalent sandwiches et boissons, attendent leur tour pour acheter un billet de train ou se précipitent dans un commerce; d'autres encore, nombreux, filent droit sans lever la tête. Et ce même jour, nombreux également ceux qui s'attardent sur le site de l'exposition tenue une semaine durant dans le hall central de la gare. Souvenez-vous, il s'agissait d'un grand cube blanc, sur le modèle d'un local d'injection, à l'intérieur duquel chaque visiteur était invité à découvrir les récits sonores de huit usagers de drogues évoquant un souvenir personnel sans lien avec la consommation de produits et, en regard de ces mêmes récits, les images réalisées par le photographe Serge Boulaz qui a souhaité ainsi nous rappeler que «le vrai visage d'une personne toxicomane ne se résume pas à l'état qu'il donne à voir».

Nombreux donc. En premier lieu, celles et ceux qui, curieux mais prudents, gardent leur distance. Al-

ler à leur rencontre permettra quelques échanges. Une grand-mère, manteau violet, chignon haut, l'expression fermée. L'accoster lui force le sourire, elle écoute, se souvient de ce qui se fait aussi à Zurich en matière de toxicomanie, de ce qui ne se fait pas ailleurs. Puis s'avance une autre grand-mère, rondelette et moustachue. Elle recule lorsque dans la discussion le mot drogue est avancé. «Ah! Mais c'est pour les jeunes!» s'empresse-t-elle de répondre.

«Difficile de les aider»

A quelques mètres de là, une troisième grand-mère observe de loin. Nous échangeons quelques impressions puis elle enchaîne: «J'étais infirmière et à l'époque on stérilisait chaque seringue, vous rendez-vous compte!». Elle ajoute: «Je comprends la douleur des consommateurs: il est difficile de les aider». Et enfin cet homme, la soixantaine, m'interpelle: «Ca vous bouffe les dents, le cerveau: je l'sais, j'ai eu des apprentis!», puis s'éloigne.

Nombreux aussi ceux qui franchissent spontanément le pas de la porte et plongent sans hésiter dans l'espace silencieux et concentré de l'exposition. Il en va ainsi de ce grand monsieur blond qui déclarera «Chez nous en Belgique, on cache ça; ici on montre, c'est bien». Et ce couple qui s'installe dans l'espace, écoute chaque histoire, se lève pour apprécier le détail d'une photographie, reprend à nouveau place, pose les écouteurs, réfléchit avant de passer au récit suivant, flâne encore, charmé, puis s'en va. Il y a aussi ce jeune homme qui, inquiet, rafle toute la documentation mise à la disposition du public - «Ma copine consomme toujours plus de cocaïne»- et enfin cette femme qui frénétique en fait autant: «Ma belle fille est dedans avec un enfant au milieu, je crois que je ne peux pas faire grand-chose».

Cette exposition nous rappelait qu'un usager de drogues est une personne riche d'expériences, de savoirs et d'émotions à partager. Et que la toxicomanie convoque une peur que l'on ne voudrait jamais réveiller, celle de l'impuissance et de l'anéantissement.

Non, Genève n'est pas «Dope City»

Réplique La Municipalité de Lausanne veut créer un local d'injection comparable au Quai 9. Les réactions que cela suscite sont très violentes. Réponses à dix arguments des opposants, sur la base de l'expérience genevoise.

«Le Quai 9 a un taux de sevrage et de réinsertion catastrophique»

Cette affirmation de M. Reymond, conseiller national genevois UDC, ne concerne pas le Quai 9. En effet, les autorités s'appuient sur un espace d'accueil et d'injection pour lutter en priorité contre la transmission du VIH/sida et autres dommages pouvant découler de l'usage de drogues. Il n'est pas prévu d'y entreprendre directement des sevrages et des actions de réinsertion sociale et professionnelle. D'autres institutions s'en occupent. Par contre, Première ligne travaille en étroite collaboration avec celles-ci et a également pour rôle de favoriser l'accès des usagers de drogues au réseau socio-sanitaire.

Cette politique de réduction des risques, adoptée dans de nombreuses villes alémaniques (en Suisse romande, Genève est pour l'instant la seule à avoir développé autant de mesures), a fortement contribué à réduire le nombre de contaminations. Au niveau suisse, le taux des nouvelles infections par injection de drogues représentait plus de deux tiers de la totalité des infections au milieu des années 80, il s'élève à moins de 10 % actuellement. A Genève, ce taux n'a été que de 5 à 7 % depuis 1995. Concernant les hépatites C, les bonnes nouvelles ont davantage tardé à venir. Toutefois, le nombre de séroconversions concernant les usagers de drogues a diminué ces dernières années. Première Ligne demande à être jugée sur ses résultats dans son domaine d'intervention, et non sur des missions qui ne sont absolument pas les siennes.

«Un lieu de consommation de drogue attire les dealers»

Les villes n'ont pas attendu l'existence de locaux d'injection pour être confrontées au trafic de drogues et celui-ci existe aussi là où aucune mesure de réduction des risques n'est organisée. Il serait donc totalement faux de faire porter au local d'injection l'existence de l'offre et de la de-

mande de drogues. Il est certain que la dépendance à des produits prohibés entraîne la recherche de ces produits par les usagers de drogues. Un lieu d'injection ne peut éviter tout contact à ce sujet, comme une prison n'arrive d'ailleurs pas à éviter toute circulation de drogues. Néanmoins, en accord avec la police, un local d'injection ne doit pas être une zone de non droit. L'accès au local est surveillé et les dealers n'y entrent pas. Les échanges de substances (y compris de médicaments) entre usagers sont également prohibés. Le règlement est étroitement appliqué par les intervenants et les contrevenants sont exclus du Quai 9 pour des durées variables selon la gravité du comportement.

«Insécurité, vols, agressions: l'implantation d'un local d'injection a pour effet de sacrifier un quartier»

L'exemple genevois montre que ce n'est pas le cas, même si l'implantation du Quai 9 a provoqué des inquiétudes dans le quartier il y a cinq ans. Ces inquiétudes, légitimes, sont en fait subjectives. L'expérience a montré que la criminalité n'augmentait pas. Mais aujourd'hui encore, des faits commis par d'autres sont reprochés aux usagers de drogues. Pour éviter les malentendus et faire connaître la mission du local d'injection, il n'y a qu'une solution: le dialogue. Dès ses débuts, le Quai 9 a multiplié les rencontres avec le voisinage et a distribué dans le quartier un journal qui lui était principalement destiné.

Aujourd'hui, on peut dire, même s'il y a encore quelques accrocs, que les relations entre le Quai 9 et le quartier sont pacifiées.

Dans le quartier Grottes - Gare, les problèmes liés à l'usage de drogues existaient avant même la présence du bus BIPS ou l'ouverture de l'espace d'accueil et d'injection. Ces structures ne permettent pas à elles seules de régler tous les problèmes d'un quartier. Par contre, elles permettent de les traiter,

de les prendre en compte. Preuve en est le ramassage de seringues usagées effectué au quotidien par des usagers de drogues volontaires de prévention communautaire.

«Il serait plus utile de renforcer les actions de prévention auprès des enfants et des jeunes»

Ces actions existent et il faut effectivement les renforcer. Les jeunes doivent connaître les risques des drogues elles-mêmes, mais aussi de la transmission de maladies.

Non, il n'est pas question de favoriser «un shoot pour nos enfants» comme le martèle l'UDC sur ses affiches destinées à choquer la population. L'existence de locaux d'injection pour les personnes dépendantes n'est pas un message de banalisation de l'usage des drogues en direction des jeunes.

«Un local d'injection, c'est un encouragement à se piquer»

La dépendance à l'héroïne et surtout à la cocaïne est extrêmement forte. Avec ou sans local d'injection, avec ou sans distribution de seringues, la plupart des usagers ayant un urgent besoin d'une dose trouveront un moyen de se l'injecter, avec tous les risques d'infections que cela comporte en cas de partage de matériel souillé. Le Quai 9 et le bus BIPS sont là pour les éviter. Ils n'encouragent en aucun cas la consommation. D'ailleurs, l'injection de drogues «dures» n'augmente pas à Genève. Néanmoins, l'expérience montre qu'il serait opportun d'offrir aux consommateurs une véritable alternative à l'injection, avec la possibilité d'inhaler ou de sniffer les produits, ce qui en diminuerait encore davantage les risques.

«Un local d'injection installe sciemment le toxicomane dans sa dépendance»

Première ligne ne distribue pas de drogues. Son rôle est encore une fois de limiter les risques liés à cette consommation. Les intervenants sont à l'écoute des usagers qui manifestent le

désir de sortir de leur dépendance, dans le but de les diriger vers des lieux appropriés pour entreprendre une cure.

Cela dit, le travail au Quai 9 nécessite réalisme et pragmatisme. Pour toutes sortes de raisons, nombreux sont les usagers qui ne réussissent pas à vivre sans drogue, parfois durant de longues périodes. Certains resteront dépendants de substances psychotropes peut-être toute leur vie. Faut-il pour autant les priver de toute assistance médicale et de tout moyen pour éviter de contracter des maladies graves?

Les actions qui s'adressent aux usagers de drogues en phase de consommation sont autant d'occasions d'établir le lien. Cette opportunité de prise de contact et de nouer une relation de confiance peut favoriser la prise de conscience, le déclic qui peut mener à envisager d'arrêter la consommation. Il n'est pas possible de décider à la place des gens. Par contre, il faut être à côté pour les soutenir et les accompagner. C'est en cela qu'un local d'injection peut favoriser la sortie de la dépendance.

Il n'est plus question aujourd'hui de se laisser entraîner dans un débat «pour ou contre les drogues». Les combats idéologiques stériles nous font perdre du temps face à un phénomène qui demande des réponses pragmatiques. Un local d'injection, comme les autres mesures développées par nos gouvernements fédéral et cantonal permettent de faire avec, de manière réaliste.

«Il faut renforcer la lutte contre le deal»

A Genève, elle est très active. Mais toute prohibition induit la constitution de réseaux mafieux. Aujourd'hui, de nombreux experts se demandent si la légalisation des drogues ne serait pas le meilleur moyen de les éradiquer et de mettre les consommateurs à l'abri de personnes qui sont souvent très brutales. Cela éviterait aussi la mise sur le marché de produits frelatés qui peuvent être extrêmement dangereux. A

chacun de juger. Ce qui est certain, c'est que la réduction des risques n'est pas incompatible avec la lutte contre le deal. Ces deux piliers d'intervention peuvent tout à fait cohabiter, même si des efforts de communication importants doivent être menés pour dépasser une certaine tension entre ordre public et santé publique inhérente à cette contradiction majeure: autoriser la consommation à moindre risque d'un produit par ailleurs interdit.

«On ne peut pas accepter et financer un comportement illégal»

Que la substance soit légale (comme l'alcool) ou illégale (comme les drogues) ne fait pas de différence du point de vue médical. L'attitude des spécialistes de la réduction des risques est pragmatique: il faut prévenir autant que faire se peut des atteintes à la santé, voire à la vie. Toute personne a droit à cette protection. Le coût de la réduction des risques est bien inférieur aux coûts engendrés par les infections et les hospitalisations.

«La consommation «sauvage» ne diminuerait pas»

Ce n'est pas vrai. La forte baisse de la transmission du HIV montre que les usagers de drogues sont très conscients des risques qu'ils encourent et qu'ils font encourir aux autres. Les conditions d'hygiène impeccables du local d'injection les incitent à y avoir recours quand ils peuvent éviter de consommer dans des conditions sanitaires douteuses. Ce lieu a en outre l'avantage d'offrir une prise en charge médicale en cas d'overdoses ou de malaises, fréquents avec les mélanges de substances, les changements dans leurs degrés de pureté et la présence de produits frelatés. Dans certains cas, les usagers peuvent d'ailleurs faire analyser leur produit pour en connaître, malheureusement plus tardivement, la composition. Cette sécurité a un effet d'aimant et réduit la consommation «sauvage».

En ouvrant 7 heures par jour, le Quai 9 n'a pas la prétention de faire totalement disparaître cette consommation sauvage. Le Conseil d'Etat genevois a pris l'option, en 2003 de doubler la capacité d'accueil du Quai 9, mais n'a malheureusement pas les moyens de sa politique. Une minorité de consommateurs continuent de laisser traîner leurs seringues dans les parcs et les allées d'immeuble, provoquant des inquiétudes légitimes de la population. Les usagers volontaires de prévention communautaire sillonnent les lieux sensibles pour ramasser ces seringues. Bonne nouvelle: le nombre de seringues délaissées et récoltées est en diminution dans le quartier Grottes-Gare élargi, malgré un nombre d'interventions en augmentation.

«Avec toutes les aides sociales qu'ils reçoivent, les toxicomanes n'ont aucun intérêt à se soigner et à travailler»

L'accès aux soins est garanti à Genève, ce qui est une réussite. Par contre, dans une période de situation économique déjà difficile pour une large couche de la population, les usagers de drogues et les personnes en situations de vulnérabilité sont les premiers exclus du marché de l'emploi, ce qui renforce leur précarité. C'est une question politique. Une chose est sûre: les aides sociales permettent de survivre, mais ne représentent pas en soi un gage de meilleure qualité de vie. Sans elles, bon nombre de consommateurs vivraient dans la rue, avec tous les inconvénients que cela représente pour leur santé physique et psychique, mais aussi pour la population confrontée à cette réalité.

Dans la plupart des cas, une cure et une réinsertion professionnelle ont beaucoup plus de chances de réussir si les consommateurs sont dans un état de santé convenable ou tout simplement s'ils ont survécu malgré leur toxicodépendance.